

Références : 20230817_UIDLHL_EAR_280_RAP
Code AIOT : 0006103294

ST ETIENNE, le 08:09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX

Z.I. SUD RUE BARTHELEMY THIMONNIER
42160 Andrézieux-Bouthéon

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX implanté Z.I. SUD Rue Barthélémy Thimonnier 42160 Andrézieux-Bouthéon. L'inspection a été annoncée le 22/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle 2023 (site PN) et a permis de conduire deux inspections dans le cadre d'actions nationales : AN2023 "sécheresse" et AN2023 "émissions atmosphériques des ICPE autorisées". Des sujets complémentaires ont été traités, notamment sur les risques accidentels et leur maîtrise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX
- Z.I. SUD Rue Barthélémy Thimonnier 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0006103294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

TSA est un site réalisant du traitement de surface à façons de pièces métalliques en industrialisant les procédés développés par le centre de recherche HEF. Le site est soumis à la Directive IED du fait des volumes de bains actifs mis en oeuvre. Il est réparti en trois secteurs distincts (Thimonnier, Dallières et Fondrières) qui mettent en oeuvre des procédés de traitement variés et parfois très pointus.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AN2023 "Sécheresse"
- AN2023 "rejets atmosphériques des ICPE soumises à autorisation"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan hors fiches de constats

1 - rubrique 2790 (pilote du Green Center)

Il était prévu sa mise en service pour traiter au plus tôt les déchets des autres filiales du groupe HED. L'APAEnv du GREEN CENTER étant intervenu avant l'APC de TSA les déchets ont pu être traités directement sur le nouveau site. Mais le risque de panne dans les nouvelles installations conduit à conserver un secours sur TSA. L'activité démarre plutôt bien, et l'autorisation TSA expirera en Avril 2024. Déjà deux évaporateurs fonctionnent bien sur le Green Center, deux autres vont démarrer (+un sous-vide) comme prévu dans dossier initial du nouveau site.

2 - Formation des équipiers de 1ère intervention

Le dernier exercice a été réalisé le 11 mars 2022 : les procédures sont à jour – cela s'était bien passé les EPI, les serre-file et guide-file ont bien fonctionné, les points de rassemblements sont adaptés,

l'appel fait par rapport au planning mais il a été constaté des différences entre la liste des présents et les présents effectifs (prestataires, chauffeurs, et personnels partis ou venus des sites annexes) : l'exploitant recherche une solution pour éviter tout oubli, les outils actuels ne permettent pas d'être surs et doivent être améliorés. Le prochain exercice est prévu le 28/09/23 avec l'assistance de DESSAUTEL (scénario à réfléchir thermique/toxique)

L'exploitant ne sait pas encore établir un état de stocks permanent des produits : le nouvel ERP du groupe ne le permet pas encore. Cependant le Cahier des charges pour ajouter la fonctionnalité au système est prêt, la trame existe : il reste compliqué de réimporter la base de l'ERP antérieur, certains produits n'ont pas été transférés. La ventilation et le classement par rubriques 4xxx / et le suivi par rapport aux seuils SEVESO, que le site approche parfois, seront ajoutés également – Etape suivante : le suivi des déchets Normalement, l'ERP sera opérationnel sur ce point sous un an. 3 - Etude de dangers et sujets divers- EDD : les consultations sont à lancer : le devis retenu est à transmettre à l'inspection sous 3 mois

- Stockage et mise en œuvre comburants

La détection est en place

- Dépotage des déchets liquides :

Aucun dépotage à ce jour sur TSA, ils sont tous opérés sur le Green Center – l'isolement du réseau EP n'a jamais été fait car les réseaux n'étaient pas identifiés ; le plan EP et EU a été réalisé, le réseau EP est plus simple : une commande d'urgence avec une procédure va être mise en place sur son exutoire pour l'obturer en cas de sinistre ; le parking pourra être mis en rétention donc la zone devant la STEP du site va être refaite (les travaux ont été suspendus le temps de l'installation en extérieur de l'aspiration ARCOR3) ; le caniveau à déposer et modifier, la couverture est à mettre au niveau des sorties et l'étanchéité du sol sera réalisée en béton : le devis est à mettre à jour et devra intégrer la mise en place d'un obturateur (sous 6 mois) Ont un POI simplifié et savent les volumes maxi...

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Prescriptions complémentaires	2 mois
14	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 11/06/2020, article II.1.1.2	/	Prescriptions complémentaires	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 1E	/	Sans objet
2	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Code de l'environnement du 23/02/2005, article L. 211-1	/	Sans objet
3	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article ann5	/	Sans objet
4	Sécheresse – Cas des sites sans exemption aux restrictions	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article ann5	/	Sans objet
5	Sécheresse – Respect des VL de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/06/2020, article II.1.1.1	/	Sans objet
6	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
7	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
9	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
10	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
11	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
12	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
13	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a présenté un plan de sobriété hydrique valide et justifié des économies réalisées entre 2018 et 2022 (1/3 des consommations alors même que l'activité est en croissance) aussi se trouve t il exempté des restrictions imposées aux acteurs économiques et ICPE au titre de l'arrêté préfectoral

cadre sécheresse du 18 avril 2023 et de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Sur les sujets "Rejets aqueux" et "Rejets Atmosphériques" les non-conformités relevées sont en petit nombre (2) et donneront lieu à Arrêté préfectoral complémentaire, l'exploitant ayant transmis les éléments permettant de prescrire les VLE associées aux émissaires à substituer (rejets aqueux vers la STEP des 3 Ponts) ou à ajouter (rejets atmosphériques des étuves et du local broirie du secteur peinture notamment).

Sur les autres points, notamment risques accidentels, l'exploitant devra transmettre le devis pour la réalisation de son étude de dangers et la produire dans les délais prescrits, et justifier de la réalisation des travaux permettant d'isoler le réseau EP du site en cas de sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 1E
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales journalières et débit horaire) dans les eaux souterraines et superficielles et celles du réseau public, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application du décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie.- Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application du décret n° 94-354 du 29 avril 1994. Ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.- Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée doivent être vérifiés régulièrement et entretenus. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. L'alimentation en eau du procédé est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible
Constats : <p>La liste des compteurs a été préparée par l'exploitant pour établir le synoptique de sa nouvelle convention de déversement. Les 3 réseaux Eau potable / Eaux incendie / Eaux industrielles disposent de gros compteurs 6 sous-compteurs ont été ajoutés sur eaux domestiques et réseaux industriels des sites (pour rappel, l'entreprise dispose de 3 sites consommateurs : Thimonnier, Dallièrre et Fondrière)</p> <p>Les relevés de consommations sont faits de manière hebdomadaire, une trame a été créée pour le suivi et le pilotage. L'exploitant a fait la démonstration dans son PSH et lors de l'inspection d'une diminution des consommations d'un facteur 2 ou 3 selon les compteurs par rapport aux consommations 2018. Le site est alimenté par deux réseaux AEP et Eaux industrielles, gérés par le</p>

<p>SYPROFORS, tous deux prélevés dans la même masse d'eau et semble-t-il au même endroit : LA LOIRE DEPUIS LA CONFLUENCE DU FURAN JUSQU'AU COMPLEXE DE VILLEREST. La zone hydrographique concernée est FLEUVE LOIRE AMONT. Il convient cependant de préciser que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le SYPROFORS a demandé l'activation de l'interconnexion avec le réseau AEP de SAINT ETIENNE METROPOLE, qui sera effective au lundi 21 août 2023. Le réseau AEP de SEM étant alimenté par des réserves constituées à savoir le barrage de LaValette et l'usine de traitement de Solaure, TSA serait exempté par définition des restrictions prévues par l'arrêté cadre sécheresse départemental, au moins pour les prélèvements sur réseau AEP du SYPROFORS. A la date de rédaction du présent rapport, l'interconnexion du réseau Eaux industrielles du SYPROFORS avec le réseau AEP de SEM n'a pas été confirmée à l'inspection. - TSA bénéficie d'alimentations à partir de prélèvements effectués dans le fleuve Loire et ses émissions aqueuses sont désormais rejetées dans le fleuve Loire via la STEP des Trois Ponts. Son prélèvement net est en 2022 inférieur à 7000 m3. Aussi, le site pourrait se prévaloir de l'exemption au titre d'une faible consommation (inférieure à 7000 m3). Pour mémoire, le site emploie 200 personnes et ses consommations domestiques s'élèvent en 2022 à 1300 m3 environ, le réseau AEP étant en partie utilisé pour les consommations industrielles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/02/2005, article L. 211-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Economie de la ressource
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Actions menées pour réduire la consommation de manière pérenne
Constats : De nombreuses actions sont conduites pour maîtriser les consommations d'eau qui entrent dans les procédés de traitement de surface des métaux du site : - orientation forte vers des procédés sans eau - mise en place de rinçages cascades sur les lignes de TS – re-use sur les lignes Fondrière (Green Center) et lignes Thimonnier (désoxydation), - arrêt des chaînes de phosphatation pour spécialiser un autre site du groupe. - Optimisation de l'utilisation des chaînes de traitement de surface pour les exploiter à 100 % Les exemples les plus générateurs d'économie sont précisés dans le PSH du site (avec le montant d'investissements et les gains obtenus ou espérés).
Observations : L'exploitant ne détaille pas dans son PSH les MTD mises en oeuvre sur son site. Cela s'explique selon l'inspection par le fait que le BREF de référence du site n'a pas été révisé depuis 2006. Le site était "MTD-compatible" à la publication de ce BREF, sa révision est en cours, et le site participe aux travaux de révision.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article ann5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions : prélèvements réduits au minimum
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3eme critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
Constats : Le PSH a été établi, et il répond en grandes parties aux attendus. Voir les constats 1 et 2 ainsi que les observations formulées quant à - l'origine des prélèvements en eau du site et ses consommations nettes qui l'exemptent par nature des restrictions découlant de l'application de l'arrêté cadre sécheresse- l'intégration de TSA au Groupe HEF, spécialisé dans la science des surfaces : le site met en œuvre les MTD développées par le centre de recherche du Groupe ; par ailleurs les MTD décrite dans le document BREF applicable datent de 2006 et sont en cours de révision, aussi les lister dans le PSH du site serait de faible intérêt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse – Cas des sites sans exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article ann5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des dispositions de l'Arrêté cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir annexe de l'ACS sur les dispositions relatives aux ICPE : respect des % de réduction selon situation
Constats : TSA a établi un PSH, (partiellement complété pour ce qui concerne les mesures génériques et spécifiques ICPE pour les différents niveaux de sécheresse et pour ce qui concerne les MTD) pour être exempté au titre des économies réalisées (cas n°3). Le plan de sobriété hydrique complété après l'inspection est considéré comme valide. L'exploitant a justifié des économies réalisées entre 2018 et 2022 (1/3 des consommations alors même que l'activité est en croissance) aussi se trouve t il exempté des restrictions imposées aux acteurs économiques et ICPE au titre de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 18 avril 2023 et de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Etant exempté des dispositions de l'Arrêté ministériel du 30 juin 2023, il n'a pas à saisir ses consommations sur le site national dédié. (voir constat n°1)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécheresse – Respect des VL de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2020, article II.1.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des VL de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : VL de rejet dans l'eau
Constats : <p>L'exploitant a été alerté le 21/12/22 par SEM d'une pollution en ammonium sur le Petit Volon. Cette pollution a été relevée par l'OFB, étant entendu que à la date de signature de l'arrêté préfectoral Post-RSDE du site, le Petit Volon était considéré comme une partie du réseau Eaux Pluviales de la commune d'Andrézieux Bouthéon dont l'exutoire était la Loire. Les rejets de la STEP de TSA sont orientés vers le Petit Volon sans convention de rejet. Il s'avère que désormais, le Petit Volon est considéré comme une masse d'eau et que les rejets de TSA restaient à régulariser. Le dépassement de flux en ammonium a conduit TSA à orienter les émissions de sa STEP interne vers la STEP des 3 Ponts. A la date du contrôle la convention et l'autorisation de déversement étaient en cours de signature, SEM étant en attente d'une validation par l'inspection de certaines valeurs limites d'émission. Depuis, l'inspection a donné à SEM les éléments historiques et réglementaires qui ont présidé à l'élaboration des VLE applicables au site selon son APC du 11 juin 2020. Les eaux de TSA sont donc traitées par la STEP des Trois Ponts depuis le 12 juillet 2023. Il a été procédé à une simple déviation du réseau en sortie site vers la STEP des Trois Ponts et à la condamnation des deux piquages sans fermer le regard.</p> <p>L'origine des macro-polluants est principalement la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCO : tribofinition et polissage au savon - MES : tribofinition Pour résoudre les dépassements potentiels ou avérés l'exploitant a mis en place, sur un atelier de tribofinition, une centrifugeuse qui filtre (elle est pour l'instant semi-automatique et devrait être transférée sur le site Fondrière qui est dédié au développement, l'idée étant d'en installer une automatique et de plus grande capacité sur le site Thimonnier) Depuis la mise en service de cet équipement, sur deux trimestre 2023, aucun dépassement en MES n'a été constaté alors que la production en tribofinition a augmenté. L'inspection a précisé après le contrôle les paramètres sur lesquels un rejet raccordé dispose de VLE plus élevées qu'un rejet direct. L'exploitant souhaite, sur justification, demander le relèvement des VLE sur ces paramètres. Par ailleurs, SEM a questionné l'inspection sur la VLE concentration fixée par l'APC du 11 juin 2020 pour le paramètre Phosphore. L'inspection a répondu que la VLE est fixée à 5 mg/l depuis l'arrêté d'autorisation du site et qu'aucune demande de l'exploitant n'a été formulée ni argumentée pour sa révision. <p>Le site est soumis à l'arrêté ministériel "PFAS" et l'exploitant aurait souhaité qu'il soit en premier lieu demandé aux fournisseurs/fabricants de produits d'identifier les PFAS de leurs produits et de mettre les FDS à jour. Une campagne d'identification sera faite par mailing par TSA vers tous ses fournisseurs pour répondre à cette attente. L'exploitant a préparé le listing de tous les Fournisseurs de produits chimiques avec contacts (adresse mail) et leur demandera quels produits contiennent des PFAS, lesquels, dans quelles quantités. Ont été identifiées des peintures (procédés sans eaux) – TSA reçoit des mails de ses clients demandant si des PFAS sont présents dans les pièces traitées, la réponse est pour l'instant impossible à donner. Pour faire les analyses, les prélèvements sur eaux pluviales et zones mousse seront faits en interne. Le site n'exploite pas de procédé de fluorisation aussi l'exploitant ne pense pas produire de PFAS autres que ceux présents dans les produits qu'il utilise dans ses procédés de traitement de surface. L'exploitant déclare avoir lancé les actions pour respecter son obligation mais sans certitude sur les substances et sur l'aptitude des laboratoires à produire des résultats lisibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Constats : Les sujets résiduels en matière de canalisation des émissions concernent

- les cabines de peinture : De nouvelles cabines (intégrant un rideau d'eau et avec débits d'air plus faibles) et une cabine fermée ont été installées. Les cabines automatiques PR sont les étuves qui servent à la désolvatation. Ces équipements sont à ajouter au tableau avec émissaires et les paramètres concernés (COV et spécifiques) de même que les Poussières et métaux particuliers pour les émissaires 79, 80 et 82 et 1 Fondrières

- Pour ICPB H400 : ampg COV : leur origine est l'application de peintures et quelques machines dégraissage

- le PGS 2022 a été transmis à l'inspection à la suite du contrôle. Les émissions diffuses en COV en 2022 représentent

- 9,84 % du total consommé pour les peintures
- 15,37 % pour le nettoyage dans les machines à solvants 2022. Les vieilles machines sont substituées avec des installations utilisant un produit (Calden) sans PCE ni TCE. Le rendement des cabines a été estimé, les erreurs sont liées aux incertitudes de mesures sur les émissions atmosphériques.

Le site dispose de 38 émissaires, très peu de Non-conformités aux valeurs limites réglementaires sont constatées (3 Valeurs non conformes) sur les émissaires et points de mesure. L'exploitant compte demander un allègement de son auto-surveillance compte tenu du nombre d'émissaires et du nombre de paramètres réglementés. Les non-conformités constatées sur le dernier rapport d'analyses concernent (campagne de mesure de 10/2022) :

NC1 : Rejets n° 68 – Etuve CAB - Phenol : (VLE concentration : 5 mg/m³ - VLE Flux : 9 g/h)) : 2022 : concentration non conforme : 13,08 mg/m³ - flux conforme : 3,68 g/h (2021 : concentration : 0,18 mg/m³ - flux : 0,051 g/h, 2020 : concentration 0,022 mg/m³ - flux : 0,02 g/h). L'exploitant n'explique pas cette situation et cherche le motif d'un tel dépassement,

NC2 : Rejets n° 73 – ARCOR 2 - NH₃ : 8,86 mg/m³ (VLE : 3,8 mg/m³) : Installation non-équipée de laveur de gaz, cette chaîne va être démontée et remplacée par la chaîne ARCOR 4.0 qui est équipée d'un laveur de gaz. (essais sur ARCOR 4.0 en cours lors de l'inspection)

NC 3 : Rejets n° 78 – Chaîne détraitement NO_x : 0,63 mg/m³ (VLE : 0,6 mg/m³) : Dépassement < 5% lié à l'incertitude de mesure.

- le nouveau procédé de dénitruration/désoxydation

Les analyses d'air ambiant sur les paramètres poussières et ammoniac ont montré que les VLEP sont respectées. Les débouchés du procédé sont les suivants : les condensats sont renvoyés sur la ligne ; pour le CaCO₃ l'exploitant cherche une solution et a deux pistes d'accord pour les réceptionner, il est en attente d'une confirmation du contenant (le prestataire retenu ne veut pas de big-bags, il faut définir le type de benne et trouver le transporteur).

L'exploitant espère trouver rapidement car pour l'instant l'évacuation se fait via une filière coûteuse. Il espère déboucher en septembre pour ne payer que le transport, éventuellement en achetant les bennes à défaut de les louer.

Observations :

Un allègement de l'auto-surveillance peut être sollicité dans les limites de ce que prévoit la réglementation, sur la base d'un historique des résultats d'analyses commenté et argumenté.

Pour ce qui concerne les non-conformités relevées sur les analyses d'octobre 2022, l'inspection demande la transmission dès réception des analyses d'octobre 2023 pour apprécier les suites à donner concernant le rejet de l'étuve CAB (émissaire n°68). Si le dépassement en concentration

était confirmé l'exploitant devra identifier la ou des causes et remédier au dysfonctionnement ou traiter les émissions avant rejet.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<p>Constats : voir constat n°6 Selon le PGS 2022 du site, la consommation de COV de Techniques Surfaces s'établit à 24 tonnes pour l'année. Les émissions de solvants totales (peintures + dégraissage) sont de 12,351 tonnes. Le pourcentage d'émissions diffuses pour les activités de peinture est de 9,84% et celui des activités de dégraissage de 15,37%, ce qui est conforme par rapport à la limite de 20% imposé par l'arrêté du 02/02/1998, article 30, - 22.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : Le site est organisé en trois unités (Thimonnier, Dallièrre, Fondrière). L'exploitant a établi un plan pour chaque unité avec les émissaires en activité. Il résulte des schémas que certains émissaires ne font pas l'objet de l'auto-surveillance des rejets et qu'ils doivent être ajoutés aux émissaires à surveiller avec les paramètres et VLE pertinentes. C'est le cas notamment des étuves dans le secteur peinture. L'exploitant a transmis la liste des émissaires à ajouter et les paramètres qu'il propose d'y analyser. Un Arrêté préfectoral complémentaire est à proposer par l'inspection pour prise en compte des émissions concernées et prescription des VLE et périodicités d'analyses à respecter.
Observations : Les suites sont à donner par l'inspection (prescriptions complémentaires à proposer), l'exploitant ayant transmis les informations utiles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les points de prélèvement ne respectent pas toujours les exigences des normes applicables. Cependant, les résultats des analyses sont faiblement influencés par les conditions de prélèvements. L'inspection précise que le site dispose d'émissaires historiques dont les caractéristiques sont contraintes par les évolutions des différents ateliers. Le laboratoire indique que les non-conformités des points de prélèvements n'impactent pas les résultats établis
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prescriptions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les prélèvements et analyses sont effectuées par un prestataire sous accréditation pour l'essentiel des paramètres ou en appliquant les méthodes normalisées en l'absence d'accréditation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant analyse les résultats de son auto-surveillance et propose un commentaire et des actions correctives en cas de dépassement des VLE. Il peut arriver que certains dépassements, ponctuels, ne trouvent pas d'explication simple, compte tenu de la complexité de certains procédés de traitement qui mettent en oeuvre de nombreuses substances et mélanges chimiques, appliqués sur des substrats variés (voir constat suivant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p>Constats : L'exploitant a détaillé les résultats de la campagne de surveillance d'octobre 2022 dans l'attente de la mise à disposition des résultats de la campagne du 1er semestre 2023 ; les non-conformités sont au nombre de 3 :</p> <p>NC1 : Rejets n° 68 – Etuve CAB - Phenol : 13,08 mg/m³ (VLE : 5 mg/m³) NC2 : Rejets n° 73 – ARCOR 2 - NH₃ : 8,86 mg/m³ (VLE : 3,8 mg/m³) NC 3 : Rejets n° 78 – Chaîne détraitement NO_x : 0,63 mg/m³ (VLE : 0,6 mg/m³)</p> <p>- Non-conformité n° 1 : Etuve CAB2022 : 13,08 mg/m³ flux : 3,68 g/h 2021 : 0,18 mg/m³ flux : 0,051 g/h 2020 : 0,022 mg/m³ flux : 0,02 g/h L'exploitant n'identifie pas d'explication, lors des campagnes précédentes la teneur en phénol était très faible et le procédé n'a pas été modifié. La campagne suivante pourra conduire à examen approfondi si la non-conformité perdure.</p> <p>- Non-conformité n° 2 : ARCOR 2II s'agit d'une installation non-équipée de laveur de gaz, cette chaîne va être démontée et remplacée par la chaîne ARCOR 4.0 qui est équipée d'un laveur de gaz. La non-conformité sera levée par arrêt de l'installation.</p> <p>- Non-conformité n° 3 : Chaîne de traitementLe dépassement est inférieur à 5% et entre dans la plage d'incertitude de la mesure.</p>
<p>Observations : Aucun dépassement n'est constaté sur les COV. L'exploitant transmettra en retour le rapport d'analyses du 1er semestre 2023 et dès réception celui du 2^e trimestre 2023. Cette transmission sera accompagnée de ses commentaires et propositions d'investigations et d'actions correctives si une non-conformité est relevée sur l'étuve CAB pour le paramètre phénol.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2020, article II.1.1.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de VLE
Constats : Voir constat précédentL'inspection doit proposer un arrêté préfectoral complémentaire pour intégrer des émissaires supplémentaires, les paramètres à suivre sur chacun et prescrire les VLE associées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 2 mois